

**Armes chimiques - 4e Session de la
Conférence d'examen de la
Convention pour l'interdiction des
armes chimiques - Débat général -
Déclaration du représentant
permanent de la France auprès de
l'OIAC**

(La Haye, 21 novembre 2018)

Monsieur le Président, Monsieur le Directeur général,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, Cher amis,

Monsieur le Président,

Je souhaite, à mon tour, vous féliciter pour votre élection par consensus comme président de cette Conférence d'examen. La délégation française vous fait toute confiance pour mener nos débats à un moment particulièrement important pour cette Organisation et parvenir à un résultat à la mesure des ambitions que nous avons pour elle.

La France s'associe à la déclaration de l'Union européenne. Permettez-moi d'y ajouter les éléments suivants, à titre national.

Ce rendez-vous quinquennal nous offre aujourd'hui la possibilité de tirer les leçons des cinq dernières années et de fixer le cap pour au moins les cinq suivantes.

Nous nous trouvons aujourd'hui dans une situation bien différente d'il y a cinq ans. Il s'agit d'une situation critique.

Critique pour la Convention d'interdiction des armes chimiques, dont l'objet même a été bafoué à de nombreuses reprises au cours des cinq dernières années.

Critique pour l'Organisation d'interdiction des armes chimiques, qui a vu ses organes contestés par certains Etats membres et s'éloigner la tradition de consensus qui régissait son fonctionnement depuis ses débuts.

Critique enfin pour son Directeur général qui, à peine élu, doit avec nous non seulement faire face à ces défis mais aussi adapter l'Organisation, ses missions et son Secrétariat pour

conserver à la Convention toute sa pertinence et toute sa force.

La Convention, négociée au siècle dernier, est un instrument qui a prouvé, au fil du temps, sa valeur, son efficacité et sa solidité. Fondement d'une Organisation de désarmement et de démilitarisation chimiques, elle a été couronnée de succès au cours de ses 21 ans d'existence avec notamment l'achèvement de près de 97% de la destruction des stocks d'armes chimiques déclarées et le prix Nobel de la Paix en 2013.

Mondialement reconnue pour son sérieux et le professionnalisme de ses experts, qui lui confèrent la plus forte crédibilité et la plus grande légitimité, l'OIAC a su aussi réagir aux circonstances exceptionnelles, comme en témoignent encore aujourd'hui la Fact Finding Mission et la Declaration Assessment Team, lesquelles font un travail remarquable et dont je voudrais ici souligner la rigueur, le courage et l'impartialité.

L'OIAC souhaite également se doter d'un Centre pour la Chimie et la Technologie qui pourrait, à l'avenir, devenir une référence en la matière et une plateforme de formation. J'ai le plaisir d'annoncer aujourd'hui que la France contribuera à hauteur d'1,2 million d'euros à ce projet sur 3 ans.

Monsieur le Directeur général,

Vous pouvez être fier de vous retrouver à la tête de cette Organisation et je vous assure du plein soutien de mon pays dans votre mission.

Monsieur le Président,

Il nous faut aujourd'hui faire de l'OIAC une Organisation du 21ème siècle, qui prenne en compte les évolutions de ces dernières années ainsi que le changement de paradigme auquel nous nous trouvons confrontés. C'est une période pleine de défis, qui exige la modernisation de l'Organisation.

Dans un contexte où le tabou de l'emploi d'armes chimiques a été brisé, nous, Etats parties, ne pouvons, en responsabilité, fermer les yeux et faire comme si de rien n'était. Nous devons au contraire rechercher ensemble des solutions qui renforcent le système de dissuasion établi par la Convention pour empêcher tout emploi d'armes chimiques, que ce soit par un Etat ou par un acteur non-étatique, qui garantissent notre sécurité collective et la sécurité de chacun de nos Etats.

La décision que nous avons adoptée en juin dernier pour "Contre la menace que constitue l'emploi d'armes chimiques" constitue à cet égard une étape importante. Une mise en oeuvre pleine et rapide de cette décision, comme le permet l'adoption hier du budget de l'Organisation à une écrasante majorité, est nécessaire à présent. Il en va de la responsabilité des Etats parties comme de la crédibilité de l'Organisation.

Ce système de dissuasion passe également par l'universalisation de la Convention, une coopération et une assistance robustes, un dispositif de vérification renforcé. Je vous remercie, Monsieur le Directeur général, des propositions que vous nous avez faites à ce sujet en début de semaine. Nous vous faisons toute confiance ainsi qu'à vos équipes pour mener à bien cette exigeante mission.

Monsieur le Président,

Cette Conférence d'examen se doit de prendre pleinement la mesure des défis et des menaces actuelles, découlant des violations de l'interdiction d'emploi d'armes chimiques qui se sont multipliées au cours de ces cinq dernières années.

Elle doit refléter et prendre en compte, conformément à son mandat, l'extension des activités d'une Organisation centrée autour d'un objectif de désarmement et de démilitarisation chimiques vers celles d'une Organisation tournée également vers la lutte contre la réémergence de l'emploi d'armes chimiques.

En un mot, il revient aux Etats Parties ici réunis de faire preuve de lucidité, de détermination et de responsabilité, et de se montrer à la hauteur des espoirs, des attentes et des ambitions que nous devons porter collectivement au service du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Je souhaite que cette déclaration soit considérée comme un document officiel de cette session de la Conférence.

Je vous remercie./.